

Nous n'avons pas pour autant négligé les autres dimensions régionales de la sécurité.

Il y a environ deux ans et demi, nous avons proposé aux ministres des Affaires étrangères de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), durant une réunion spéciale des pays de cette organisation et du Canada à Jasper, d'inscrire la question de la sécurité à l'ordre du jour de la Conférence post-ministérielle de l'ANASE. Lors de la Conférence de 1991, j'ai déclaré ouvertement que le Canada était intéressé à discuter de sécurité avec ses partenaires. Nombreux sont ceux qui, au sein de cette organisation, ont aussi senti un changement profond dans les questions de sécurité internationale et compris la nécessité de nouvelles approches.

Comme vous le savez, les questions de sécurité ont bel et bien figuré à l'ordre du jour de la Conférence post-ministérielle de 1992. Le dialogue a ensuite pris une nouvelle dimension grâce à la décision récente de l'ANASE de tenir le débat sur la sécurité entre les hauts fonctionnaires des pays membres et des partenaires du dialogue hors du cadre des conférences post-ministérielles.

Dans une optique plus large, le Canada intervient de façon constante et équilibrée dans les débats portant non seulement sur la politique et la sécurité, mais aussi sur le commerce et l'économie.

Tout en cherchant à favoriser le dialogue, nous avons concentré nos énergies sur nos points forts :

- Nous avons profité de notre renommée internationale, par exemple dans nos activités au sein de la Coopération économique Asie-Pacifique, pour accentuer la participation de tous les partenaires et l'institutionnalisation à mesure que la coopération multilatérale évoluait.
- Nous avons également recouru à l'aide publique au développement pour favoriser avec d'autres pays le dialogue sur les questions régionales; l'affaire des îles Spratly en est un bel exemple.
- Nous sommes prêts à faire preuve d'imagination et de souplesse afin de réduire les tensions ou d'accroître la coopération en matière de contrôle des armements et de désarmement, sans oublier la participation aux débats de planification de la politique régionale.

Par exemple, le Canada a demandé récemment un moratoire sur les essais d'armes nucléaires, question qui suscite un vif intérêt chez les voisins de la Chine et les pays du sous-continent asiatique.